

Groupe de travail  
sur la vérification  
environnementale de  
l'INTOSAI

## WGEA DE L'INTOSAI

### Pour un avenir durable commun – Des audits environnementaux novateurs

L'Organisation internationale des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI) est l'organisation cadre de la collectivité de l'audit externe du secteur public. Elle a comme devise : « L'expérience mutuelle profite à tous ».

Le Groupe de travail sur la vérification environnementale (WGEA) de l'INTOSAI appuie les institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC ou SAI en anglais) dans leurs activités d'audit des domaines de l'environnement et de la politique climatique. Établi en 1992, ce groupe compte aujourd'hui 80 ISC membres provenant du monde entier. Le WGEA élabore des approches d'audit et fournit de la formation ainsi qu'une tribune pour l'échange d'informations entre pairs. Les principaux sujets de son plan de travail actuel sont le financement de la lutte contre les changements climatiques, les déchets plastiques et le transport durable. Le Groupe de travail rattache ses travaux au cadre du Programme 2030 et aux objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. Son plan de travail vise également à favoriser les relations de collaboration entre les diverses parties prenantes externes concernées pour ce qui est de la responsabilité des pouvoirs publics en matière d'environnement. Le WGEA de l'INTOSAI compte six groupes de travail régionaux.

#### Audits des politiques environnementales et climatiques

Les ISC effectuent des audits dans divers domaines de la politique publique, y compris l'environnement. Les audits fournissent des informations sur la saine gouvernance et la gestion responsable des budgets publics en vue d'éclairer le processus décisionnel. Depuis 2010, le WGEA traite de plus en plus des sujets liés au climat pour soutenir la mise en œuvre économique, efficiente et efficace des politiques climatiques et la reddition de comptes par l'administration publique.

#### Le WGEA et les objectifs de développement durable

Conformément au Plan stratégique de l'INTOSAI, le WGEA vise à contribuer au suivi et à l'examen des objectifs de développement durable des Nations Unies :

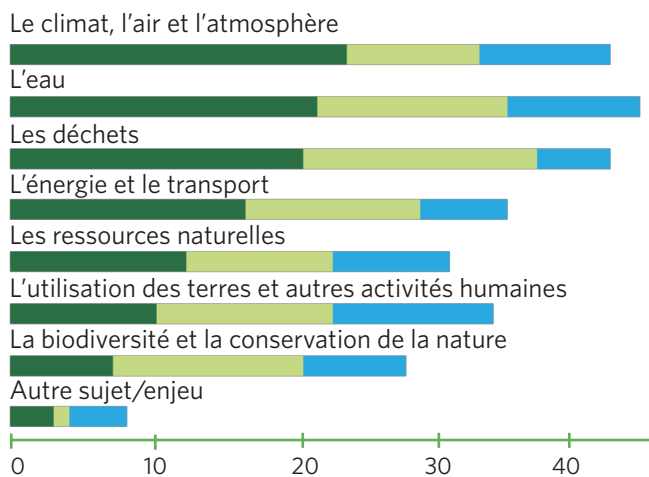
- en élaborant des lignes directrices, des outils et de la formation pour l'audit des ODD en matière d'environnement;
- en développant la compréhension de la cohérence des politiques relatives aux ODD;
- en regroupant les audits des ISC relatifs aux ODD en matière d'environnement;
- en pilotant des audits en collaboration dans le domaine de l'environnement.

Le document du WGEA sur la résilience et la capacité d'adaptation (2019) fournit des directives d'audit aux ISC qui évaluent l'état de préparation nationale en vue de la réalisation de l'ODD 13.1. Il se fonde sur les ODD et le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe qui peut servir à évaluer les interventions au niveau des pouvoirs publics. Le document présente également une approche d'audit de performance pour l'évaluation des initiatives propres au gouvernement.

Le projet de recherche du WGEA (2016) sur les changements climatiques dans les environnements marins et l'acidification des océans (ODD 14 - Vie aquatique) traite du rôle que jouent les ISC pour appuyer les efforts des pouvoirs publics dans la lutte contre les changements climatiques et l'acidification dans les environnements marins. Il décrit les effets des changements climatiques sur les environnements marins, les audits antérieurs des ISC et les difficultés rencontrées par les ISC lors de l'audit de ces questions.

#### Les dix principaux sujets d'audit en 2021-2023, selon un sondage international

1. L'adaptation aux changements climatiques
2. Les zones protégées et les parcs naturels
3. La foresterie et les ressources ligneuses
4. L'eau potable : qualité et approvisionnement
5. L'agriculture
6. L'atténuation des changements climatiques
7. Les déchets solides municipaux
8. Les déchets dangereux municipaux
9. Les taxes, redevances, droits, prélèvements et systèmes de consignation environnementaux
10. L'économie circulaire



## Les enjeux environnementaux les plus importants, selon 68 ISC

- Premier en importance
- Deuxième en importance
- Troisième en importance

Selon le sondage international du WGEA de l'INTOSAI mené en 2021, le problème environnemental auquel sont confrontés les différents pays le plus souvent abordé se rapportait au climat, à l'air et à l'atmosphère. Le sujet d'audit le plus populaire au cours des prochaines années sera l'adaptation aux changements climatiques.

Dans le cadre d'entretiens réalisés par le WGEA auprès de parties prenantes à l'échelle mondiale, les changements climatiques ont également été désignés comme étant le risque environnemental futur le plus important. La perspective à long terme et les interconnexions entre le climat, la biodiversité, les terres, l'eau, la santé et la résistance aux catastrophes sont tous des enjeux clés.

Toutes les régions des ISC prévoient d'envisager des audits liés à l'ODD 13 sur l'action climatique au cours des deux prochaines années. De nombreux autres ODD sont également primordiaux du point de vue du climat.

### Atténuation

La réduction des gaz à effet de serre a été le domaine lié au climat le plus audité de 2019 à 2021. Les ISC ont audité le caractère économique, efficient et efficace des politiques d'atténuation des changements climatiques, notamment dans le secteur de l'énergie, du transport et du logement, et ont évalué la coordination centralisée des mesures d'atténuation. Elles ont constaté, entre autres :

- des mesures et des systèmes de subvention inefficaces;
- des régimes d'imposition mal planifiés;
- le manque de données et de systèmes de suivi;
- le manque d'innovations relatives aux nouvelles technologies.

Les ISC demandent de meilleures évaluations, une planification et un suivi plus rigoureux ainsi qu'une meilleure prise en compte des coûts. Les ISC ont aussi souligné la nécessité d'une réflexion à long terme pour soutenir une prise de décision éclairée.

Le WGEA de l'INTOSAI a publié ses premières lignes directrices et formations sur l'audit de l'action contre les changements climatiques en 2010. En 2016, le Groupe de travail a publié des lignes directrices sur l'audit des économies d'énergie et sur l'énergie renouvelable (ODD 7) et, en 2019, il a publié des lignes directrices sur la pollution de l'air et la santé, ainsi que sur la planification urbaine. Le WGEA a mis l'accent sur le lien entre ces sujets et les changements climatiques, afin d'optimiser les avantages au niveau mondial et l'équité entre les pays et les générations.

En 2021, la Cour des comptes européenne a signalé que 100 milliards d'euros de financement de la politique agricole commune consacrés à l'action pour le climat lors de la période allant de 2014 à 2020 n'avaient pas permis de réduire les émissions de gaz à effet de serre d'origine agricole. Les mesures soutenues n'ont qu'un faible potentiel d'atténuation, et la politique n'incitait pas le recours à des pratiques efficaces respectueuses du climat.

En 2017 et encore en 2019, l'ISC du Canada a audité les progrès vers la réalisation des engagements du G20 à éliminer progressivement les subventions inefficaces aux combustibles fossiles. Dans l'ensemble, les audits ont révélé qu'il n'y avait pas de définition claire de ce qui rendrait une subvention aux combustibles fossiles inefficace, et que l'intégration de la durabilité économique, sociale et environnementale n'avait pas été prise en compte dans une perspective à long terme lors de l'octroi des subventions au secteur des combustibles fossiles.

### Adaptation

L'adaptation aux changements climatiques est l'un des domaines d'activités en croissance du WGEA. De 2019 à 2021, les ISC ont mené des audits de systèmes de gestion des risques et de résilience dans leur ensemble ainsi que des audits ciblés sur les mesures d'adaptation dans certains secteurs, comme les infrastructures hydrauliques. Les ISC ont notamment relevé ce qui suit :

- une mauvaise planification stratégique;
- une gestion des risques inadéquate;
- un manque de mesures concrètes;
- des mesures inefficaces.

Les ISC ont recommandé d'améliorer la planification et la coordination générales au sein du gouvernement, de mieux gérer les risques et de renforcer la résilience en soutenant la biodiversité.

Le Groupe de travail a aussi produit d'autres documents d'orientation, par exemple sur l'audit de la biodiversité et sur l'utilisation des données sur l'environnement pour surveiller et modéliser les changements climatiques. La résilience et la capacité d'adaptation sont un sujet qui prend de l'importance dans les travaux de nombreuses ISC, tout comme les fonds de gestion des risques et la résilience des projets d'investissement.

En 2019, l'ISC des États-Unis a constaté que le gouvernement fédéral ne recensait pas de manière stratégique ses projets et qu'il ne les classait pas en ordre de priorité pour s'assurer qu'ils répondaient aux risques climatiques les plus importants du pays.

### Financement

De plus en plus, les ISC audient les outils financiers et budgétaires liés au climat. Dans le cadre de leurs audits réalisés de 2019 à 2021, les ISC ont notamment constaté :

- des risques en matière de financement et d'investissement découlant des risques posés par les changements climatiques;
- des progrès lents et un suivi insuffisant en ce qui concerne le financement international de la lutte contre les changements climatiques;
- le manque d'information sur l'efficacité par rapport au coût.

Un projet en cours sur le financement international de la lutte contre les changements climatiques (qui sera publié en 2022) présente des approches d'audit pour les ISC des pays donateurs et bénéficiaires, notamment l'identification des critères d'audit possibles et l'élaboration d'une feuille de route pour la conception d'une série d'audits visant à brosser le tableau des progrès liés au financement de l'action climatique dans un pays donné. Les défis communs aux ISC comprennent l'absence d'une définition officielle du financement de la lutte contre les changements climatiques ainsi que d'objectifs associés aux contributions et aux encaissements à ce titre, l'insuffisance des données sur le suivi du financement relatif au climat dans les différents pays et à l'échelle mondiale, et le manque d'indicateurs propres à un pays.

Le WGEA a aussi publié une étude sur les mesures de politiques environnementales fondées sur le marché (2016). Cette étude analyse la nécessité pour les pouvoirs publics d'intervenir sur les marchés afin de s'assurer que les priorités et les risques en matière d'environnement sont pris en compte de manière suffisante. Les ISC ont évalué l'efficacité, l'efficacité et le caractère économique de la politique nationale en matière de financement de l'action climatique ainsi que les fonds de développement à cette fin.

En 2021, l'ISC de la Finlande a signalé que malgré l'intention du gouvernement de bonifier le financement de l'action climatique et d'en affecter la moitié à l'adaptation aux changements climatiques, il n'y avait aucun plan publié sur la manière dont ces politiques seront mises en œuvre ni aucun objectif stratégique concernant le financement lié au climat. L'audit a recommandé que le ministère des Affaires étrangères élabore un plan public sur la façon dont il augmentera et affectera le financement international de la lutte contre les changements climatiques de la Finlande, en justifiant les choix et les priorités.

### Collaboration

Les petites ISC, en particulier, peuvent avoir de la difficulté à trouver une expertise suffisante ou à définir des critères d'audit. Les lignes directrices et la formation du WGEA de l'INTOSAI peuvent aider les ISC à surmonter ces difficultés. Les audits menés en collaboration par les ISC de différents pays peuvent améliorer l'apprentissage et l'échange de pratiques exemplaires entre pairs. Ils pourraient aussi être efficaces pour favoriser une politique climatique plus rigoureuse. Une référence commune est l'Accord de Paris, qui remplace le Protocole de Kyoto comme source de critères d'audit.

Les audits liés au climat suscitent souvent un grand intérêt de la part des politiciens, des experts et des citoyens. Au cours des dernières années, les ISC ont produit des rapports faisant état de leurs expériences en matière d'audit lié au climat à l'échelle régionale et mondiale et ont participé à des audits bilatéraux sur des questions transfrontalières. Les changements climatiques exigent l'intervention de l'ensemble de la société; et les ISC peuvent examiner comment la collaboration entre tous les niveaux de gouvernement et le reste de la société peut être la plus efficace et efficiente.

Dix ISC de la région du Pacifique ont conclu à la suite d'un audit en collaboration (2015) que les États insulaires du Pacifique n'étaient pas bien placés pour répondre efficacement aux menaces et aux défis posés par les changements climatiques. Des activités à court et à moyen terme et une gestion intersectorielle des risques climatiques sont nécessaires.

En 2019, l'ISC de l'Égypte a réalisé un audit sur la désertification. Il est ressorti de cet audit qu'il était important d'évaluer la performance des programmes environnementaux du pays ainsi que l'incidence sur l'environnement des autres programmes nationaux qui pourraient avoir un effet direct ou indirect sur la désertification.

Selon le plan de travail du WGEA, l'ISC de l'Indonésie procède à l'élaboration d'une trousse de formation sur l'audit de l'action climatique et du financement lié au climat dans le contexte des ODD. L'ISC de l'Inde est l'hôte d'un centre de formation international (iCED) et fournit de la formation sur divers sujets liés à l'environnement, notamment le climat.

Coordonnées :  
<https://wgea.org>  
[@WGEASecre](https://twitter.com/WGEASecre)